

**Les formulaires de procuration pour l'AGE du 21 novembre 2017 resteront valables
pour l'AGE du 8 décembre 2017**

**CE DOCUMENT EST IMPORTANT ET NÉCESSITE VOTRE ATTENTION IMMÉDIATE. SI VOUS
AVEZ LE MOINDRE DOUTE AU SUJET DES MESURES QUE VOUS DEVEZ PRENDRE,
VEUILLEZ CONSULTER IMMÉDIATEMENT VOTRE AGENT DE CHANGE, VOTRE
GESTIONNAIRE DE COMPTE BANCAIRE, VOTRE AVOCAT, VOTRE COMPTABLE, VOTRE
CHARGÉ DES RELATIONS, OU UN AUTRE PROFESSIONNEL-CONSEIL.**

**HENDERSON HORIZON FUND
Société d'investissement à capital variable
L-1273 Luxembourg 2, rue de Bitbourg
R.C.S. Luxembourg, section B numéro 22.847
(la « Société »)**

CONVOCATION À UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

Luxembourg, le 22 novembre 2017

Cher/chère actionnaire,

Nous souhaitons vous informer par les présentes que le quorum requis pour l'assemblée générale extraordinaire (« l'AGE ») du 21 novembre 2017 n'a pas été atteint et que, par conséquent, l'AGE n'a pas pu délibérer valablement sur l'ordre du jour. Les actionnaires sont donc conviés à participer à une deuxième assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société qui se tiendra le 8 décembre 2017 à 9h00, heure de Luxembourg, aux fins de statuer sur l'ordre du jour indiqué ci-dessous :

Les amendements proposés lors de l'AGE visent plusieurs objectifs :

- Changer la raison sociale de la Société, de Henderson Horizon Fund à Janus Henderson Horizon Fund pour tenir compte de la fusion entre Henderson Group plc et Janus Capital Group Inc qui a eu lieu le 30 mai 2017. La modification correspondante apparaît dans l'alinéa 1 de l'ordre du jour de l'AGE, précisé ci-dessous
- Mettre en application les provisions de la loi du 10 août 2016, qui modernise la loi du 10 août 1915 concernant les compagnies commerciales quant à notamment, mais pas exclusivement, la modernisation des assemblées générales et le fonctionnement du conseil d'administration. Les modifications correspondantes apparaissent dans les alinéas 2, 7, 8 et 9, premier et deuxième tirets, les alinéas

10 et 12, premier, cinquième et sixième tirets, ainsi que dans les alinéas 13 et 15 de l'ordre du jour de l'AGE, précisé ci-dessous.

- Harmoniser certaines dispositions des Statuts de la Société (les « Statuts ») avec le prospectus de la Société. Les modifications correspondantes apparaissent dans l'alinéa 19 de l'ordre du jour de l'AGE, précisé ci-dessous.

- Procéder à des modifications mineures sans conséquence des Statuts, tels que, sans s'y limiter, la suppression des références aux titres au porteur qui ne sont pas émis par la Société. Les modifications correspondantes apparaissent dans les alinéas 3, 4, 5, 6 et 9, troisième et quatrième tirets, alinéa 12, troisième tiret, et alinéas 14, 16, 17, 18, 20, 21, 22 et 23 de l'ordre du jour de l'AGE, précisé ci-dessous.

- Supprimer les restrictions concernant les administrateurs résidant au Royaume-Uni. La modification correspondante apparaît dans les alinéas 11 et 12, deuxième, quatrième et septième tirets, de l'ordre du jour de l'AGE, précisé ci-dessous.

Il sera également demandé aux actionnaires d'approuver une réécriture des Statuts. Une copie du projet de cette réécriture est disponible au siège social de la Société ou auprès du service financier belge.

Finalement, les actionnaires voteront pour fixer la date de prise d'effet des modifications au 15 décembre 2017.

Voici l'ordre du jour de l'AGE :

ORDRE DU JOUR

1. Modification de l'article 1 des Statuts afin de changer la raison sociale de la Société en JANUS HENDERSON HORIZON FUND.
2. Modification de l'article 4 des Statuts pour qu'il précise que le siège social de la Société puisse être transféré à une autre municipalité que celle du siège social actuel, sur résolution du conseil d'administration de la Société.
3. Modification de l'article 5 des Statuts pour qu'il précise que les compartiments peuvent être créés avec une durée limitée ou illimitée.
4. Modification de l'article 5 des Statuts pour supprimer la référence aux titres au porteur.

5. Modification de l'article 6 des Statuts afin de préciser que les actions de la Société sont émises exclusivement sous forme d'actions inscrites au registre, et pour supprimer les alinéas et références concernant les titres au porteur.
6. Modification de l'article 8 des Statuts pour :
 - supprimer les références aux titres au porteur ;
 - supprimer la référence aux certificats d'actions ;
 - supprimer la référence au pourcentage maximum des frais prélevés en cas de rachat obligatoire des actions ;
 - supprimer la référence au pourcentage maximum qui s'applique à la commission de vente déduite du prix de rachat des actions ;
 - supprimer l'obligation de rendre les certificats d'actions.
7. Modification de l'article 8 des Statuts pour préciser la suspension du droit de vote, à n'importe quelle assemblée générale des actionnaires de la Société, des actionnaires auxquels un avis de rachat a été notifié.
8. Modification de l'article 10 des Statuts pour supprimer la référence exacte à la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires, et pour préciser que l'assemblée générale annuelle sera tenue sous les six mois après la clôture de l'exercice comptable de la Société.
9. Modification de l'article 11 des Statuts pour :
 - inclure la possibilité pour le Conseil d'administration de suspendre les droits de vote rattachés à toutes les actions détenues par un actionnaire qui soit en violation d'une quelconque loi, réglementation, exigence ou juridiction, ou qui de toute autre façon est néfaste ou porte préjudice au statut fiscal, à la résidence, à la probité ou à la réputation générale de la Société, ou qui pourrait, aux yeux des Administrateurs, entraîner un désavantage important ou légal pour la Société ou n'importe lequel de ses Fonds ;
 - préciser qu'un actionnaire peut individuellement décider de ne pas exercer tout ou partie de ses droits de vote, et que cette décision engage ledit actionnaire et la Société à partir de sa notification à la Société ;
 - inclure des précisions sur les moyens de communication permettant aux actionnaires de participer à distance aux assemblées générales ;
 - supprimer les références aux scrutins par formulaire.
10. Modification de l'article 12 des Statuts pour :
 - ajouter une précision concernant l'envoi de la convocation à l'assemblée générale des actionnaires, à savoir qu'elle sera faite « in accordance with

the law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the "1915 Law") » [conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les compagnies commerciales, telle qu'amendée (la « Loi de 1915 »)] ;

- supprimer les références aux titres au porteur ;
- remplacer « Mémorial Recueil des Sociétés et Associations » par « Recueil Électronique des Sociétés et Associations » ;
- ajouter des clarifications sur la procédure de publication et de diffusion de la convocation aux assemblées générales.

11. Modification de l'article 13 des Statuts pour supprimer l'obligation qu'une majorité du conseil d'administration doive toujours comporter des non-résidents fiscaux au Royaume-Uni.

12. Modification de l'article 14 des Statuts pour :

- rendre facultative l'élection d'un président permanent du conseil d'administration, et préciser que n'importe quel administrateur peut être élu président d'une réunion du conseil en l'absence d'un président permanent ;
- supprimer l'interdiction de tenir une réunion au Royaume-Uni ;
- ajouter la possibilité pour les administrateurs de voter par e-mail, et supprimer le vote par câble et par télégramme ;
- préciser qu'au moins deux administrateurs doivent être présents à chaque réunion du conseil, et supprimer l'exigence qu'une majorité des administrateurs présents ou représentés lors d'un conseil doivent être non-résidents au Royaume-Uni ;
- préciser les dispositions relatives à la nomination des mandataires sociaux de la Société
- ajouter la possibilité de créer des comités consultatifs au conseil, et supprimer l'ancien alinéa à la suite de cette modification
- supprimer l'interdiction pour un administrateur de participer à une réunion du conseil depuis le Royaume-Uni par téléconférence ou par conférence téléphonique

13. Modification de l'article 15 des Statuts pour supprimer les mots « pro tempore » [intérimaire] après le mot « chairman » [président].

14. Modification de l'article 16 des Statuts pour :

- inclure les termes « as may be amended or replaced from time to time » [telle qu'elle peut être amendée ou remplacée ponctuellement] après les mots « Directive 2009/65/EC » [Directive 2009/65/CE], et définir ladite

directive par le terme « UCITS Directive » [Directive OPCVM], puis remplacer « Directive 2009/65/EC, as amended » [Directive 2009/65/CE, telle qu'elle peut être amendée] par le terme nouvellement défini « UCITS Directive » [Directive OPCVM] ;

- ajouter « or replaced from time to time » [ou remplacée ponctuellement] après « the law of 17 December 2010, as may be amended » [la loi du 17 décembre 2010, telle qu'elle peut être amendée], et définir ladite loi par le terme « 2010 Law » [Loi de 2010], puis remplacer « the law of 17 December 2010, as may be amended » [la loi du 17 décembre 2010, telle qu'elle peut être amendée] par le terme nouvellement défini « 2010 Law » [Loi de 2010] ;
- remplacer la majuscule initiale de « Portfolio » [Portefeuille] par une minuscule comme dans « portfolio » [portefeuille] ;
- remplacer les mots « by another member State of the OECD » [par un autre État membre de l'OCDE] par « a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the prospectus of the Company (including but not limited to OECD member states, G20 member states, Hong Kong or Singapore) » [État tiers, non membre de l'union Européenne, acceptable pour l'organisme de supervision luxembourgeois et indiqué dans le prospectus de la Société (y compris, sans s'y limiter, les états membres de l'OCDE, du G20, Hong Kong et Singapour)] dans l'alinéa qui concerne la possibilité d'investir 100 % des actifs d'un compartiment dans le même pays.

15. Modification de l'article 17 des Statuts afin de prendre en compte les provisions de la Loi de 1915 au regard des conflits d'intérêts.

16. Modification de l'article 20 des Statuts afin de supprimer la mention « article 154 of » [article 154 de] avant les mots « 2010 Law » [Loi de 2010].

17. Modification de l'article 21 des Statuts pour :

- supprimer les références aux certificats d'actions ;
- supprimer la référence au pourcentage maximum des frais prélevés en cas de rachat ;
- modifier le paragraphe relatif aux mesures prises par le conseil d'administration dans la situation où le total des demandes de rachat et de conversion dépasse un certain niveau ;
- remplacer le mot « suspension » par le mot « reduction » [réduction] ;
- supprimer la mention du montant minimum exact de rachat et de détention.

18. Modification de l'article 22 des Statuts pour :
 - supprimer l'obligation de publier une suspension de la détermination de la valeur liquidative des actions par la Société ;
 - ajouter « or liquidate » [ou liquidation] après le mot « merge » [fusion] ;
 - ajouter « or conversion » [ou conversion] après le mot « redemption » [rachat].
19. Modification de l'article 23 des Statuts pour ajouter des principes d'évaluation concernant certaines classes d'actifs, et pour préciser les dispositions applicables au mécanisme de l'ajustement anti dilution (ou swing pricing).
20. Modification de l'article 25 des Statuts pour :
 - remplacer le terme « custodian » [dépositaire] par « depositary » [dépositaire] ;
 - supprimer la mention que tous les titres et toutes les liquidités de la Société doivent être en dépôt auprès ou sur ordre du dépositaire.
21. Modification de l'article 27 des Statuts pour supprimer la référence à « and sub-class » [et les sous-catégories].
22. Modification de l'article 28 des Statuts pour simplifier la description des fusions de compartiments en précisant qu'une fusion de compartiments prend effet dans les cinq jours qui suivent l'expiration de la période de notification.
23. Modification de l'article 30 des Statuts pour remplacer les mots « law of 10th August, 1915 on commercial companies, as amended from time to time » [loi du 10 août 1915 concernant les compagnies commerciales, telle qu'amendée ponctuellement] par le terme prédéfini « 1915 Law » [Loi de 1915].
24. Prise en compte des modifications ci-dessus dans une version réécrite des Statuts, qui incorpore également des modifications mineures, et approbation de ladite réécriture.
25. Décision que les nouveaux Statuts prendront effet le 15 décembre 2017.

Les résolutions seront adoptées sans quorum, à la majorité des deux tiers des actions représentées et ayant voté.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un agent ou un mandataire dûment commissionné.

Les actionnaires ne pouvant pas prendre part en personne à l'assemblée générale sont par conséquent invités à renvoyer un formulaire de procuration correctement rempli et signé, par la poste, par télécopie ou par e-mail à l'adresse ci-dessous, date de réception au plus tard à 9 h 00, heure du Luxembourg, le 6 décembre 2017 :

2, rue de Bitbourg,
L-1273 Luxembourg,
Grand-Duché de Luxembourg
Télécopie : (352) 2689 3535
Adresse e-mail : SICAVgeneralmeetings@janushenderson.com

ou l'établissement chargé du service financier en Belgique (Caceis Belgium SA/NV, Avenue du Port 86C b320, 1000 Bruxelles).

Pour les actionnaires inscrits, un formulaire de procuration doit accompagner le présent Avis ; il est également possible de se le procurer au siège social de la Société ou auprès du service financier belge.

Informations complémentaires

Pour toute question, veuillez contacter le Teneur de registre et Agent de transfert de RBC Investor Services Bank S.A. en communiquant avec :

RBC Investor Services Bank S.A.,
Teneur de Registre et Agent de Transfert,
14, Porte de France,
L-4360 Esch-sur-Alzette,
Grand-Duché de Luxembourg

Téléphone : (352) 2605 9601

Télécopie : (352) 2460 9937

ou l'établissement chargé du service financier en Belgique (Caceis Belgium SA/NV, Avenue du Port 86C b320, 1000 Bruxelles).

Les investisseurs peuvent obtenir gratuitement le Prospectus, les Documents d'informations clés pour l'investisseur (« DICI »), les Statuts, ainsi que les rapports annuels et semestriels de la Société au siège social et sur www.janushenderson.com.

Pour les investisseurs situés à Singapour, le représentant dans ce pays est Henderson Global Investors (Singapore) Limited, Level 34 – Unit 03-04, 138 Market Street, CapitaGreen Singapore 048946. Le Prospectus, les Fiches produit (« FP »), les Statuts, ainsi que les rapports annuels et semestriels de la Société peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant à Singapour.

Pour les investisseurs suisses, le représentant et service de paiement en Suisse de la Société est BNP Paribas Securities Services, Paris, succursale de Zurich, Selnaustrasse 16, 8002 Zurich. Le Prospectus, les DICI, les Statuts, ainsi que les rapports annuels et semestriels de la Société peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant et service de paiement suisse.

Pour les investisseur situés en Belgique, vous pouvez obtenir gratuitement les Documents d'Informations Clés (en français et anglais), le Prospectus, les Statuts ainsi que le rapport et les comptes annuels audités (en anglais) de la Société au siège social de la Société, ainsi qu'en vous adressant aux bureaux des représentants et distributeurs de la Société, et auprès de l'établissement chargé du service financier en Belgique (Caceis Belgium NV/SA, Avenue du Port/ Havenlaan, 86C Bte 320, B-1000 Brussels) et sur www.janushenderson.com.

Proxies received for the EGM on 21 November 2017 will remain valid for the EGM on 8 December 2017

THIS DOCUMENT IS IMPORTANT AND REQUIRES YOUR IMMEDIATE ATTENTION. IF YOU ARE IN ANY DOUBT ABOUT THE ACTION TO BE TAKEN PLEASE CONSULT YOUR STOCKBROKER, BANK MANAGER, SOLICITOR, ACCOUNTANT, RELATIONSHIP MANAGER OR OTHER PROFESSIONAL ADVISER IMMEDIATELY.

**HENDERSON HORIZON FUND
Société d'investissement à capital variable
L-1273 Luxembourg 2, rue de Bitbourg
R.C.S. Luxembourg, section B numéro 22.847
(the « Company »)**

CONVENING NOTICE TO AN EXTRAORDINARY GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS

Luxembourg, 22 November 2017

Dear Shareholder

We wish to hereby inform you that the quorum for the extraordinary general meeting (the "EGM") convened on 21 November 2017 was not met, and therefore the EGM was not able to validly decide on its agenda. Thus, the shareholders are convened to attend a second extraordinary general meeting of shareholders of the Company to be held at 2, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 8 December 2017 at 9.00 a.m. Luxembourg time for the purpose of considering and voting upon the agenda below.

The amendments proposed at the EGM are designed to achieve multiple objectives:

- To change the name of the Company from Henderson Horizon Fund to Janus Henderson Horizon Fund in order to reflect the merger of Henderson Group plc and Janus Capital Group Inc on 30 May 2017. The corresponding change appears in point 1 of the EGM agenda as detailed below

- To implement the provisions of the law of 10 August 2016, which modernises the law of 10 August 1915 on commercial companies, in respect of matters, such as, but not limited to modernising shareholders meetings and the functioning of the board of directors. The corresponding changes appear in points 2, 7, 8, 9 first and second indents, 10, 12 first fifth and sixth indents, 13 and 15 of the EGM agenda as detailed below.

- To harmonise certain provisions of the articles of incorporation of the Company (the “Articles”) with the prospectus of the Company. The corresponding changes appear in point 19 of the EGM agenda as detailed below.

- To proceed to minor tidy-up changes in the Articles, such as, but not limited to, the deletion of references to bearer shares which are not issued by the Company. The corresponding changes appear in points 3, 4, 5, 6, 9 third and fourth indents, 12 third indent, 14, 16, 17, 18, 20, 21, 22 and 23 of the EGM agenda as detailed below.

- To delete the restrictions regarding UK resident directors. The corresponding changes appear in points 11 and 12 second, fourth and seventh indents of the EGM agenda as detailed below.

The shareholders will also be asked to approve a restated version of the Articles. A copy of the draft restated Articles is available for inspection at the registered office of the Company and at the intermediary in charge of the financial service in Belgium.

Finally, the shareholders will be asked to determine that the effective date of the changes is 15 December 2017.

The agenda of the EGM is as follows:

AGENDA

26. To amend article 1 of the Articles to change the name of the Company to JANUS HENDERSON HORIZON FUND.
27. To amend article 4 of the Articles to provide that the registered office of the Company may also be transferred to another municipality than that of the current registered office by way of a resolution of the board of directors of the Company.
28. To amend article 5 of the Articles to include that the sub-funds may be set up with limited or unlimited duration.
29. To amend article 5 of the Articles to remove the reference to the bearer shares.
30. To amend article 6 of the Articles to specify that the shares of the Company are solely issued in registered form and to remove the paragraphs and references to the bearer shares.

31. To amend article 8 of the Articles to:
 - remove the references to the bearer shares;
 - remove the reference to share certificates;
 - remove the reference to the maximum percentages of charges applied to compulsory redemptions of shares;
 - remove the reference to the maximum percentage applied to the sales charge being deducted from redemption price of shares;
 - remove the obligation of surrendering of the share certificates.
32. To amend article 8 of the Articles to clarify the suspension of voting rights at any meeting of shareholders of the Company for any shareholders to whom a redemption notice has been served.
33. To amend article 10 of the Articles to remove the exact reference to the date of the annual general meeting of shareholders and to provide that the annual general meeting must be held within six months of the Company's accounting year end.
34. To amend article 11 of the Articles to:
 - include the possibility for the board of directors to suspend the voting rights attached to all shares held by a shareholder who is in breach of any law, regulation, or requirement or any jurisdiction or otherwise adversely affects or prejudices the tax status, residence, good standing or general reputation of the Company or who could in the board of directors' judgement, otherwise cause the Company or any Fund to suffer material or legal disadvantage;
 - clarify that a shareholder may individually undertake to not exercise all or part of its voting rights and that such waiver binds the relevant shareholder and the Company as from its notification to the Company;
 - include some clarifications on the means of communication enabling the shareholders to participate remotely to the shareholder's meetings;
 - remove the references to voting by ballot papers ("formulaire").
35. To amend article 12 of the Articles to:
 - include the clarification that the sending of the convening notice for shareholders' meeting will be made "in accordance with the law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the "1915 Law")";
 - remove the references to the bearer shares;

- replace “Mémorial Recueil des Sociétés et Associations” by “Recueil Electronique des Sociétés et Associations” ;
 - include some clarifications on the procedure in relation to the publication and mailing of the convening notice.
36. To amend article 13 of the Articles to remove the obligation that a majority of the board of directors shall at all time comprise persons not resident for tax purposes in the United Kingdom.
37. To amend article 14 of the Articles to:
- make the election of a permanent chairman of the board of directors optional and provide that any director can be elected as chairman of a board meeting in the absence of a permanent chairman;
 - remove the fact that no meeting may take place in the United Kingdom;
 - add the possibility for the directors to cast their votes by e-mail and remove the cable and telegram means;
 - clarify that at least two directors need to be present at a board meeting and to remove the requirement to ensure that a majority of directors present or represented at a board meeting are persons not resident in the United Kingdom;
 - clarify provisions on the appointment of officers of the Company
 - add the possibility to create consultative board committees and remove the former paragraph following this amendment
 - remove the prohibition that no member of board of directors shall participate at a board meeting by video conference or conference call from the United Kingdom
38. To amend article 15 of the Articles to remove the term “pro tempore” after the term “chairman”.
39. To amend article 16 of the Articles to:
- include “as may be amended or replaced from time to time” after the word “Directive 2009/65/EC” and define such directive by “UCITS Directive” and then replace “Directive 2009/65/EC, as amended” by the defined term “UCITS Directive”;
 - add “or replaced from time to time” after “the law of 17 December 2010, as may be amended” and define such law by the “2010 Law” and then replace “the law of 17 December 2010, as may be amended” by the defined term “2010 Law”;

- remove the capital letter to “Portfolio” and replace by minuscule as such “portfolio”;
 - replace the words “by another member State of the OECD” with “a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the prospectus of the Company (including but not limited to OECD member states, G20 member states, Hong Kong or Singapore)” in the paragraph regarding the possibility to invest 100% of a sub-fund’s assets into one country.
40. To amend article 17 of the Articles to reflect the conflict of interest provisions of the 1915 Law.
41. To amend article 20 of the Articles to remove specifically “article 154 of” before the “2010 Law”.
42. To amend article 21 of the Articles to:
- remove the references to share certificates;
 - remove the reference to the maximum percentage of charges applied to redemptions;
 - amend the paragraph related to the measures adopted by the board of directors in case total requests for redemptions and conversions exceed a certain level;
 - replace the word “suspension” by the word “reduction”;
 - remove the exact minimum redemption and holding amounts.
43. To amend article 22 of the Articles to:
- remove the obligation to publish a suspension of the determination of the net asset value of shares by the Company;
 - to add “or liquidate” after the word “merge”;
 - add “or conversion” after the word “redemption”.
44. To amend article 23 of the Articles to add valuation principles regarding certain asset classes and to clarify provisions applicable to the mechanism of swing pricing.
45. To amend article 25 of the Articles to:
- replace the term “custodian” by the term “depository”;
 - remove the reference that all securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the custodian.
46. To amend article 27 of the Articles to remove references to “and sub-class”.

47. To amend article 28 of the Articles to simplify the description of sub-fund mergers and to clarify that a merger of sub-funds takes effect within five business days after expiry of the notice period.
48. To amend article 30 of the Articles to replace the words “law of 10th August, 1915 on commercial companies and amendments thereto” by the defined term “1915 Law”.
49. To reflect all of the above amendments in a restated version of the Articles as well as minor tidy up changes in a restated version of the Articles and to approve such restatement.
50. To determine that the new Articles shall come into effect on 15 December 2017.

The resolutions shall be passed without a quorum, by a majority of two-thirds of the shares represented and voted.

Shareholders may be represented by a duly appointed agent and attorney-in-fact of their choice.

Shareholders who cannot attend the EGM in person are invited to send a form of proxy duly filled in and executed to the via post, fax or email to the below address, to arrive no later than 9.00 a.m Luxembourg time on 6 December 2017.

2, rue de Bitbourg,
L-1273 Luxembourg,
Grand Duchy of Luxembourg
Fax: (352) 2689 3535
Email: SICAVgeneralmeetings@janushenderson.com

Or the intermediary in charge of the financial service in Belgium (Caceis Belgium SA/NV, Avenue du Port 86C b320, 1000 Bruxelles).

A form of proxy will be sent to registered shareholders with this Notice and can also be obtained from the registered office of the Company.

Additional information

If you have any questions, please contact the Registrar and Transfer Agent, RBC Investor Services Bank S.A., by contacting:

RBC Investor Services Bank S.A,

Registrar and Transfer Agent,
14, Porte de France,
L-4360 Esch-sur-Alzette,
Grand Duchy of Luxembourg

Telephone: (352) 2605 9601
Fax: (352) 2460 9937

Or the intermediary in charge of the financial service in Belgium (Caceis Belgium SA/NV, Avenue du Port 86C b320, 1000 Bruxelles).

Investors may obtain the Prospectus, the Key Investor Information Documents (“KIID”), the Articles, as well as the annual and semi-annual reports of the Company, free of charge from the registered office and at www.janushenderson.com.

For Singapore investors, Henderson Global Investors (Singapore) Limited, Level 34 – Unit 03-04, 138 Market Street, CapitaGreen Singapore 048946 is the Singapore representative.

The Prospectus, the Product Highlights Sheet (“PHS”), the Articles, as well as the annual and semi-annual reports of the Company, may be obtained free of charge from the Singapore representative.

For Swiss investors, BNP Paribas Securities Services, Paris, succursale de Zurich, Selnaustrasse 16, 8002 Zurich is the Swiss representative and paying agent of the Company. The Prospectus, the KIIDs, the Articles, as well as the annual and semi-annual reports of the Company, may be obtained free of charge from the Swiss representative and paying agent.

For investors in Belgium, the KIID (in English and French) the Prospectus, the Articles of association and the annual and quarterly reports (in English) of the Company can be obtained at the registered seat of the Company, the representatives and the distributors of the Company and the intermediary in charge of the financial service in Belgium (Caceis Belgium SA/NV, Avenue du Port 86C b320, 1000 Bruxelles) or on www.janushenderson.com.